



COMMUNIQUÉ

Chantal ROBIN-RODRIGO, Députée PRG des Hautes-Pyrénées, a posé mercredi 16 avril une question d'actualité au gouvernement. Elle a interrogé le Premier ministre sur trois des nombreux engagements de campagne du candidat Sarkozy : environnement, Droits de l'Homme et pouvoir d'achat.

VICHY - M. le président. La parole est à Mme Chantal Robin-Rodrigo, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Monsieur le Premier ministre, près d'un an après l'élection présidentielle, je souhaiterais vous interroger sur trois engagements importants du candidat Sarkozy.

Sur le développement durable, le candidat Sarkozy nous disait vouloir répondre en urgence et s'engager pour la préservation de notre environnement. Le Grenelle de l'environnement a bien eu lieu mais, nous l'avons constaté la semaine dernière dans cet hémicycle lors de la discussion du projet de loi sur les OGM, le lobbying des semenciers a mis à mal les bonnes résolutions (Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire) : autoriser la coexistence entre cultures met fin de façon irréversible à l'agriculture bio et de qualité.

Le candidat Sarkozy nous assurait ensuite « qu'il ne passerait jamais sous silence les atteintes au droit de l'homme au nom de nos intérêts économiques ». Or la cacophonie gouvernementale sur la question tibétaine manque pour le moins de clarté et est très en retrait de celle formulée, depuis plusieurs semaines déjà, par la Chancelière allemande et, récemment, par le Parlement européen qui condamne fermement la répression chinoise au Tibet. Oubliées les belles déclarations !

Quant au pouvoir d'achat, chacun se souvient du « Je serai le Président du pouvoir d'achat » ou du « J'irai chercher la croissance avec les dents ». Qu'en est-il aujourd'hui ?

M. Maxime Gremetz. Mme Morano s'en prend aux familles !

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Les Français les plus modestes, les plus petits retraités peinent à boucler leurs fins de mois. Ils hésitent à se soigner du fait de

- 1 / 3 -

GÉRARD CHARASSE, DÉPUTÉ DE L'ALLIER

PERMANENCE EN RÉGION : 72, RUE DE PARIS - 03200 VICHY - TÉLÉPHONE : 04.70.97.14.50 - TÉLÉCOPIE : 04.70.97.00.26
ASSEMBLÉE NATIONALE : 126, RUE DE L'UNIVERSITÉ - 75335 PARIS CEDEX 07 SP - TÉLÉPHONE : 01.40.63.71.44 - TÉLÉCOPIE : 01.40.63.97.93
SITES INTERNET : [HTTP://WWW.CHARASSE.NET](http://www.charasse.net) & [HTTP://WWW.ASSEMBLEE-NATIONALE.FR](http://www.assemblee-nationale.fr) - EMAIL : CPOMMERAY@WANADOO.FR

la franchise médicale, des honoraires de certains spécialistes, du remboursement des médicaments, des frais d'optique, et demain sans doute des frais dentaires.

La nouvelle hausse de 5,5 % des tarifs du gaz, après celle de 4 % en janvier dernier, limite leur budget chauffage. Et je ne vous parle pas de l'augmentation des prix alimentaires ou de l'inflation galopante.

Sur ces trois engagements prioritaires du candidat Sarkozy, force est de constater que rien n'a été fait, ou plutôt si : le contraire.

Votre seule réponse consiste à mettre en place un plan de rigueur sans précédent qui, encore une fois, fragilisera nos concitoyens aux faibles revenus.

Quelles mesures compte enfin prendre le Gouvernement pour tenir compte des conclusions du Grenelle de l'environnement, afin de préserver nos territoires agricoles et promouvoir la qualité de nos produits ? Pour ce faire, vous engagez-vous à maintenir en deuxième lecture l'amendement n° 252 dit amendement Chassaing (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine) qui stipule que les OGM ne peuvent être cultivés, commercialisés ou utilisés que dans le respect de l'environnement ?

M. le président. Il faut conclure, madame la députée !

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Je termine, monsieur le président.

Comptez-vous afficher enfin une position claire sur les droits de l'homme et apporter une vraie réponse au pouvoir d'achat des Français les plus modestes ? (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)

M. le président. La parole est à Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.

Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi. Madame la députée, le moins que l'on puisse dire est que vous balayez large ! (Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)

En ce qui concerne le développement durable, je vous rappelle que le texte est actuellement en discussion au Sénat et qu'il vous appartiendra, lorsqu'il reviendra ici en deuxième lecture, d'exprimer vos positions.

M. Paul Giacobbi. Le Gouvernement devra lui aussi s'exprimer !

Mme la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi. Concernant les droits de l'homme et la situation en Chine et au Tibet, le Gouvernement a déjà exprimé sa position à de nombreuses reprises, sous l'autorité de François Fillon, celle de la fermeté et du dialogue pour faire respecter les droits de l'homme.

(Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)

Quant au pouvoir d'achat, il a augmenté de 3,3 %, alors que l'inflation a augmenté de 1,5 % en 2007. (Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)

M. Maxime Gremetz. Et les familles ? Et le déremboursement des lunettes ?

Mme la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi. Regardez les chiffres : ils sont publiés et vérifiables !

Pour 2008, nous prévoyons une inflation de 2,2 %. L'augmentation du pouvoir d'achat se fera par plusieurs mesures. D'abord, par l'augmentation mathématique du SMIC qui sera de 2,3 % à compter du 1er mai 2008.

Ensuite, il y a une série de mesures d'urgence : la prime à la cuve – 650 000 foyers en ont bénéficié –, le plafonnement de l'augmentation des loyers dorénavant indexée sur l'indice des prix à la consommation, le rachat des RTT et la libération de la participation.

Enfin, il y a trois mesures de fond.

Premièrement, la lutte contre le chômage qui n'a jamais été aussi bas depuis 1983. Nous le répèterons que cela vous plaise ou non ! (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

M. Christian Bataille. Tout va très bien, madame la marquise !

Mme la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi. Deuxièmement, la négociation annuelle des salaires à laquelle le Gouvernement encouragera les entreprises.

Troisièmement, le renforcement de la concurrence, grâce à la loi de modernisation de l'économie qui sera débattue devant votre assemblée le 13 mai. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Mmes et MM. les députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche chantent « Tout va très bien, madame la marquise. ») ./.

Pièces jointes :

Diffusion :

16 mai 2008 - 9:44 - Contact : Christophe Pommeray - t : 06.08.53.10.26